

Journée d'Études
Appel à communications

Climat hostile

Analyser les atteintes à la recherche sur l'environnement et la réaction des scientifiques

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), Campus Pau
4 décembre 2025

Date limite de soumission : 15 septembre 2025

<https://climat-hostile.sciencesconf.org>

La production de savoir scientifique sur les problèmes mondiaux urgents a fait l'objet d'attaques de plus en plus vives au cours de la dernière décennie. Ces attaques proviennent de diverses sources, mais les dirigeants aux ambitions autoritaires, comme Donald Trump, ont porté l'hostilité à un niveau supérieur. La recherche sur le changement climatique, la biodiversité et l'environnement a été spécifiquement ciblée, à l'instar d'autres sujets « sensibles », notamment aux Etats-Unis. Qu'il s'agisse de réductions spectaculaires du financement national de la recherche fondamentale, de la fermeture de groupes de recherche indépendants de longue date sur le climat, de l'interdiction pure et simple des subventions publiques sur une liste de sujets comprenant le « climat », l'« atténuation des émissions de carbone » et la « pollution », de la destruction de bases de données indispensables ou de restrictions de la liberté académique des scientifiques, la liste est longue et alarmante. L'année 2025 représente probablement l'année la plus importante à ce jour en termes d'attaques contre les universitaires qui étudient les questions environnementales et contre leurs travaux de recherche. L'objectif semble être de réduire considérablement la capacité de la communauté scientifique à fournir des informations fiables, objectives et rigoureuses dont l'humanité a besoin pour lutter contre le changement climatique et ses effets.

Dans le contexte actuel, il est plus important que jamais de prendre le temps de réfléchir au rôle des scientifiques dans les débats politiques et juridiques sur l'environnement et le changement climatique, que ce soit aux États-Unis, en France ou dans d'autres pays. Les tentatives visant à saper, à entraver et à discréditer les scientifiques qui étudient les questions environnementales ainsi que leurs travaux ne sont pas nouvelles. La science ayant joué un rôle central dans l'information du public, les chercheurs ont été la cible d'adversaires qui voyaient dans leur travail universitaire une menace pour leurs intérêts. Même dans des contextes politiques où des dirigeants prétendent soutenir la science avec des slogans tels que « Make our planet great again », les conditions de travail réelles des scientifiques peuvent être tellement dégradées par la faiblesse des investissements publics et les réformes de mise en concurrence des universités que leurs recherches s'en trouvent diminuées.

D'un autre côté, les mouvements écologistes contemporains ont tenté de créer des alliances avec des scientifiques dans l'espoir d'accroître la crédibilité de leurs mobilisations. En conséquence, certains

chercheurs peuvent avoir l'impression que leurs travaux ou leurs propres positions publiques font l'objet d'un examen critique parce qu'ils ne s'impliquent pas suffisamment pour encourager les actions de lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. D'autres, au contraire, peuvent se sentir frustrés par le manque d'engagement de leurs collègues face au réchauffement de la planète et à un climat politique de plus en plus hostile. La neutralité, pourraient-ils dire, est un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre. Les enjeux des débats épistémologiques de longue date sur la neutralité axiologique et les tensions entre le normatif et l'empirique prennent de l'ampleur dans ce contexte d'intimidation anti-scientifique. D'une manière ou d'une autre, les opposants à la science accuseront les chercheurs de partialité, quel que soit leur souci de réflexivité ou la rigueur de leurs méthodes.

En somme, les producteurs de connaissances scientifiques font face à une pression significative qui impacte négativement leurs conditions de travail, tant sur le plan matériel qu'intellectuel. Il est par ailleurs important de reconnaître que les experts scientifiques sont des citoyens et citoyennes à part entière, avec leurs propres engagements moraux et politiques. Ils et elles essaient tant bien que mal de respecter scrupuleusement les règles et les usages méthodologiques de leurs communautés épistémiques, ce qui garantit le caractère scientifique de leurs connaissances spécifiques. La question de la gestion des obstacles politiques à la conduite de leurs recherches demeure en suspens, alors même qu'ils et elles prennent la décision de s'exprimer ou non sur l'importance de la lutte contre le changement climatique. Ces attaques et les réponses collectives qui y sont apportées auront des conséquences à long terme sur notre capacité à comprendre le changement climatique et à y répondre.

Cette journée d'études se concentre sur les questions de la production de connaissances académiques et de la position des producteurs de connaissances scientifiques dans le contexte des attaques anti-démocratiques contre la recherche sur le climat et l'environnement. En ce qui concerne la production, nous nous concentrons sur les institutions, les habitudes, les ressources, les réseaux et les autres aspects matériels du travail scientifique qui sont menacés, directement ou indirectement. Ces éléments, tels qu'un financement public solide et cohérent, l'examen par les pairs, les universités qui protègent les libertés académiques, ainsi que la collaboration internationale et interdisciplinaire, sont quelques-unes des conditions minimales nécessaires à la création d'une recherche empirique de haute qualité. Chacune de ces conditions, et bien d'autres encore, sont actuellement mises à l'épreuve ou carrément attaquées. Quelles sont les actions antagonistes en cours ? Qui les mène ? Quelles sont les conséquences à court, moyen et long terme pour la recherche et les carrières des personnes qui la mènent ? En ce qui concerne la question de la position, comment les scientifiques qui étudient le changement climatique et l'environnement réagissent-ils à ces circonstances, si tant est qu'ils le fassent ? Quels types d'actions collectives ou individuelles ont-ils entrepris ? On peut penser, notamment, mais pas exclusivement, aux réflexions et initiatives des sociétés savantes, des organisations syndicales mais aussi des collectifs plus émergents (par exemple, Labos 1point5, les divers Atecopol ou Scientifiques en rébellion). Comment les chercheurs de différentes disciplines discutent-ils de ces questions au sein et en dehors de leurs institutions, organisations professionnelles et laboratoires de recherche ? Quelles réflexions émergent-elles quant au principe d'autonomie de l'espace scientifique vis-à-vis d'autres espaces (notamment militants) ? Quel(s) rôle(s) peuvent jouer

les tentatives institutionnelles de clarifications relatives à l'exercice des libertés académiques (à l'image du [Guide de l'expression publique des scientifiques du CNRS](#)) ?

Les propositions qui abordent un ou plusieurs aspects de ce thème sont les bienvenues. Cette journée d'études est ouverte à toutes les disciplines et encourage les personnes travaillant sur n'importe quel contexte géographique, y compris, mais sans s'y limiter, la France, l'Europe et les Amériques. Veuillez soumettre un résumé de 500 mots maximum (hors références) sur le site de la journée d'études : <https://climat-hostile.sciencesconf.org>. La proposition précisera le plus clairement possible la question de recherche, les hypothèses, et la méthodologie.

Date limite de soumission : 15 septembre 2025

Coordination :

- Michael Stambolis-Ruhstorfer (Université Toulouse Jean Jaurès | CAS)
- Julien Bétaille (Université Toulouse Capitole | IEJUC)
- Christine Bouisset (Université de Pau et des Pays de l'Adour | TREE)
- Cédric Brun (Université Bordeaux Montaigne | SPH)
- Aurélie Deganello (Avignon Université | Centre Norbert Elias)
- Stéphane Pezé (Université Toulouse Capitole | TSM-Research)
- Julien Weisbein (Sciences Po Toulouse | LaSSP)

Partenaires :

- Région Nouvelle Aquitaine
- Institut Universitaire de France
- Centre for Anglophone Studies (EA CAS)
- TRansitions Energétiques et Environnementales (UMR TREE)
- Futurs ACT
- Université Toulouse Jean Jaurès
- Université Bordeaux Montaigne
- Université de Pau et des Pays de l'Adour